

Rétablir les conditions du dialogue

Communiqué de l'intersyndicale de l'université de Strasbourg
sur le mouvement en cours contre la loi ORE
(CNT67, Collectif jeunes CGT 67 Etudiant.e.s Salarié.e.s, SNASUB-FSU, SNCS-
FSU, SNESUP-FSU, SNPREEES-FO,
SUD Éducation Alsace, Solidaires Etudiant.e.s, UNEF)

Le 11 avril 2018

Lundi après-midi, le président de l'Université de Strasbourg a utilisé tous les canaux de diffusion à sa disposition pour déclarer sa flamme à la Loi « Orientation et Réussite des Étudiants » (ORE). Il a également dénigré, au prix de quelques mensonges, les étudiant.e.s mobilisé.e.s contre la « sélection et son monde ». La première phrase du communiqué de M. Deneken, dans laquelle il affirme que « Pour la troisième fois en quelques semaines, l'université est victime d'un blocage mis en place par quelques dizaines d'étudiants », en est un exemple. En réalité, c'était la première fois, ce lundi 9 avril, que les étudiant.e.s bloquaient un des bâtiments de l'Université. Jusqu'à présent, les bâtiments fermés l'avaient été soit par décisions administratives de la présidence, soit par le zèle de la société de sécurité privée.

Le président affirme ensuite que les « blocages ne constituent pas une entrée en dialogue ». Il a tout à fait raison : ce blocage est tout d'abord le résultat d'une absence de dialogue. En effet, malgré les sollicitations des étudiant.e.s mobilisé.e.s, et ce dès leur assemblée générale (AG) du 14 février par un mail envoyé à la présidence, le dialogue semble toujours impossible. Si la présidence nie avoir reçu ce mail, on peut s'étonner que dans les 10 minutes suivant son envoi, le directeur de cabinet du président se soit présenté devant l'AG pour dire que M. Deneken n'était pas présent. Pour nos organisations syndicales, l'envoi d'un mail constitue bien, quant à lui, « une entrée en dialogue ».

Bien décidé.e.s à échanger tout de même avec le président de leur université, les étudiant.e.s mobilisé.e.s ont donc pénétré dans le Nouveau Patio à deux reprises. Des représentant.e.s de nos organisations étaient présent.e.s lors de la deuxième visite. Contrairement à ce qui a été affirmé par la présidence, une certaine forme de violence s'est exprimée ce jour là. Mais elle n'émanait en aucun cas des étudiant.e.s. C'est à une violence verbale exprimée par des représentants de la direction, sur fond de mépris et de mensonges, qu'étudiants et représentants du personnel ont été confrontés. Violence psychologique qu'ont pu également ressentir les personnels du Nouveau Patio qui furent évacués sans explication du bâtiment suite à la décision prise par la présidence de couper le système d'alarme incendie. Une fois encore, fin de non recevoir au prétexte de l'absence du président, qui n'était pourtant pas très loin : au Collège doctoral européen pour l'inauguration du « [DU des terroirs viticoles](#) ».

De fait, le dialogue n'est pas le fort de notre président. Ainsi jeudi dernier, alors qu'à notre demande, il avait accepté de recevoir une délégation de représentant.e.s des personnels, les membres de cette délégation pourtant annoncés à l'avance se sont retrouvés bloqués à la porte par un vigile. Sans doute parce que M. Deneken considère que le nouveau Patio, c'est « chez moi » comme il l'a déclaré récemment dans les DNA. Sans doute est-ce pour cela que depuis de nombreux mois, les 3ème et 4ème étages du

nouveau Patio ne sont plus accessible aux membres de l'université. Michel Deneken souhaite une université ouverte, mais il vit dans un bunker.

Le blocage voté et appliqué par les étudiant.e.s n'est-il donc pas le résultat de l'évitement du dialogue par la présidence ? N'est-il pas également le résultat du recours aux forces de l'ordre à deux reprises, les 22 mars et 4 avril, pour limiter l'utilisation pacifique et pourtant autorisée d'une unique salle du Palais Universitaire ?

Enfin, le communiqué du président est en lui même une autre preuve de son problème de dialogue. En effet, il a été envoyé non seulement à tous les personnels, mais aussi à tous les étudiant.e.s, alors qu'il n'existe pas pour les étudiant.e.s d'équivalent à la liste de diffusion d'information syndicale que nous utilisons ici. Ainsi seule la communication institutionnelle peut toucher toutes ces 50 000 adresses.

Pour nos organisations syndicales, les étudiants mobilisés ont donc bien tenté d'établir ce dialogue que leur a systématiquement refusé le président et qu'il est urgent de rétablir. Ils sont étudiants de notre université et leurs légitimes inquiétudes sur la mise en place de la loi ORE et de son outil de sélection Parcoursup sont pleinement partagées par nos organisations syndicales.

Nos organisations syndicales demandent donc de toute urgence l'instauration d'un réel dialogue, régulier et constructif avec les étudiants mobilisés, et considèrent qu'un enfermement dans le refus est extrêmement préjudiciable et dangereux. Elles dénoncent le recours aux forces de l'ordre contraire à l'esprit du débat et à la tradition des franchises universitaires.

La responsabilité de la direction de l'université est pleinement engagée dans les conséquences qui pourraient découler d'une absence de concertation. Les évènements de cette nuit et de cette matinée rendent encore plus urgent la mise en place d'un dialogue constructif.